



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 25 février 2025**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2025 - 10      RESSOURCES HUMAINES**  
**CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 18 février 2025, s'est réuni le mardi 25 février 2025 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Galla sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Cédric CAMPAGNO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD, Bernard BRUNEAU, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE  
Madame Karine GIGODOT  
Monsieur Serge PERCHERON  
Madame Magali CONESA  
Madame Mekia Noura ADDAD  
Madame Myriam LAZREUG

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Monsieur François ROUSTAN  
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN  
Monsieur Serge PERCHERON à Monsieur Philippe BONELLI  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Mekia Noura ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL  
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 10 décembre 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

**VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL**

**2025 - 10**

**DU 25 FEVRIER 2025**

**RESSOURCES HUMAINES  
CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet la suppression et création de postes en raison des réaménagements nécessaires au bon fonctionnement des services.

INCIDENCE BUDGETAIRE		
SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de la collectivité de fixer l'effectif des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services.

Le service des archives municipales se doit d'être renforcé d'un agent technique, il apparaît donc nécessaire de créer un poste de magasinier à temps complet relevant du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux.

Ce poste permanent à temps complet sera pourvu en interne par un fonctionnaire de catégorie C relevant du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux.

Pour faire suite à une réorganisation du service bibliothèque et médiathèques, il convient de procéder à quelques ajustements :

- Suppression/modification d'un poste de chargé d'action culturelle à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine et des assistants territoriaux de conservation au sein du service bibliothèque et médiathèques ;
- Création/modification d'un poste de chargé de bibliothèque – pratiques artistiques à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine et des assistants territoriaux de conservation au sein du service bibliothèque et médiathèques ;
- Suppression/modification d'un poste de coordination accueil à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine et des adjoints administratifs territoriaux au sein du service bibliothèque et médiathèques ;
- Création/modification d'un poste d'agent de gestion administrative à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux au sein du service bibliothèque et médiathèques ;

Ce poste donnera lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.

S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application des articles L 332-8 et L 332-14 du Code Général de la fonction publique.

Compte tenu de la décision de transférer le service du parc automobile vers la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, il appartient à l'organe délibérant de décider de la suppression des postes suivants, les agents ayant été transférés de plein droit auprès de l'EPCI :

- 1 poste de responsable du parc auto à temps complet relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- 1 poste d'agent de gestion administrative à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- 1 poste de chef d'atelier à temps complet relevant des cadres d'emplois des adjoints techniques et des agents de maîtrise territoriaux ;
- 4 poste de mécaniciens à temps complet relevant des cadres d'emplois des adjoints techniques et des agents de maîtrise territoriaux.

Dans le cadre du projet Martelly, il apparaît cohérent et essentiel de créer un poste d'agent d'accueil et administratif à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

Ce poste donnera lieu à un appel à candidature interne et externe (si besoin) par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.

S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application des articles L 332-8 et L 332-14 du Code Général de la fonction publique.

Afin de tenir compte des évolutions et des besoins de la collectivité, il est nécessaire de procéder aux ajustements suivants sur les tableaux des emplois permanents ainsi que sur le tableau des effectifs :

- Suppression/modification d'un emploi permanent à temps complet relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux au sein du service événementiel ;
- Création/modification d'un emploi permanent à temps complet relevant des cadres d'emplois des agents de maîtrise territoriaux et des techniciens territoriaux au sein du service événementiel ;
- Suppression/modification d'un poste de responsable des carrières à temps complet relevant des cadres d'emplois des rédacteurs ou des attachés territoriaux au sein du service des Ressources Humaines ;
- Création/modification d'un poste d'assistant de gestion administratif (pôle recrutement) à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du service des Ressources Humaines ;
- Suppression/modification d'un poste de professeur de violoncelle à temps non complet, 9h30 hebdomadaire, relevant des cadres d'emplois des assistants d'enseignement artistique et des professeurs d'enseignement artistique territoriaux ;
- Création/modification d'un poste de professeur de violoncelle à temps non complet, 12h30 hebdomadaire, relevant des cadres d'emplois des assistants d'enseignement artistique et des professeurs d'enseignement artistique territoriaux ;
- Suppression/modification d'un poste d'animateur ALSH à temps non complet annualisé, 800 heures, relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation ;
- Création/modification d'un poste d'animateur ALSH à temps non complet annualisé, 600 heures, relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation ;
- Suppression/modification d'un poste d'agent de service au protocole à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux au sein du protocole ;
- Création/modification d'un poste d'assistant de gestion administratif au protocole à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux au sein du protocole ;

- Suppression/modification d'un emploi permanent à temps complet relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Création/modification d'un emploi permanent à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs et des rédacteurs territoriaux.

Pour permettre un bon fonctionnement du centre de supervision urbain, 15 postes d'opérateur de vidéo protection à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs sont existants. Toutefois, de manière à faciliter la mobilité, tant interne qu'externe, il convient de permettre le recrutement de ces opérateurs sur les cadres d'emplois des adjoints administratifs et des adjoints techniques territoriaux.

Il en va de même pour les trois postes de chargé de projet à temps complet au sein du service évènementiel.

Pour faire suite à la mise en place de la délégation de service public avec le service jeunesse, il apparaît nécessaire de supprimer les postes à temps non complet suivants :

- 2 postes d'agents CLSH à temps non complet (17,68 heures hebdomadaire) relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animations ;
- 1 poste d'agent CLSH à temps non complet (11,36 heures hebdomadaire) relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animations ;
- 1 poste d'agent CLSH à temps non complet (7,86 heures hebdomadaire) relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animations ;
- 1 poste d'agent CLSH à temps non complet (5,44 heures hebdomadaire) relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animations ;
- 40 postes d'agents CLSH à temps non complet (15,00 heures hebdomadaire) relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animations ;
- 1 poste d'agent CLSH à temps non complet (13,20 heures hebdomadaire) relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animations.

Il convient également de supprimer les postes suivants :

- 1 poste de responsable administratif à temps complet relevant du cadre d'emplois des attachés au sein du service des Ressources Humaines ;
- 1 poste de gestionnaire des subventions à temps complet relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux au sein du service des sports ;
- 1 poste d'éducateur sportif en salle de musculation à temps complet relevant des cadres d'emplois de catégorie C au sein du service des sports ;
- 1 poste d'agent de maintenance des installations sportives à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux au sein du service des sports ;
- 1 poste d'agent de gestion administrative des mairies annexes (volante) à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- 1 poste de chauffeur à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques et des agents de maîtrise territoriaux ;
- 1 poste de contrôleur de chantier à temps complet relevant des cadres d'emplois des adjoints techniques et des agents de maîtrise territoriaux ;
- 1 poste de chauffeur poids lourds à temps complet relevant des cadres d'emplois des adjoints techniques et des agents de maîtrise territoriaux.

L'évolution statutaire de trois agents suite à promotion interne impose la création de trois postes :

- Création/modification d'un emploi permanent à temps complet relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux au sein de la direction de la commande publique ;

- Création/modification d'un emploi permanent à temps complet relevant du cadre d'emplois des assistants de conservation territoriaux au sein du service bibliothèque et médiathèques ;
- Création/modification d'un emploi permanent à temps complet relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux au sein de la direction de la citoyenneté.

Dans la continuité de la mise à jour des tableaux des emplois et des effectifs suite à une erreur matérielle liée à la non suppression des postes suite aux clôtures des procédures de recrutement, il convient de supprimer sept postes à temps non complet relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.

Enfin, de manière à harmoniser l'organigramme de la collectivité, certains intitulés de poste ont été modifiés n'ayant aucune conséquence sur le nombre de postes présents au tableau des emplois permanents.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 4 février 2025,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les suppressions, créations et modifications de postes ;
- **DIRE** que les crédits sont inscrits aux budgets 2025 et suivants ;
- **APPROUVER** les tableaux des emplois et des effectifs communaux annexés.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **26 FEV. 2025**  
suivant les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,

*le.*



La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe

*[Signature]*



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **26 FEV. 2025**